

Influence des controverses concernant l'élevage sur les représentations du métier des éleveurs et éleveuses en France en 2023.Manon Fuselier¹, Elsa Delanoue²

1- Université de Rennes 2, UMR Espaces et Sociétés, Place du Recteur Henri Le Moal 35043 Rennes Cedex

2- Institut de l'Elevage, service Approches Sociales et TRavail en Elevage, 8 route de Monvoisin, BP 85225, 35652 Le Rheu Cedex

Introduction

Aujourd'hui, en France, le monde de l'élevage est traversé par des bouleversements multiples : remises en cause de son impact sur l'environnement, la condition animale, le risque sanitaire ; critiques de son modèle socioéconomique de développement ; problématique de renouvellement des générations (Pouch, Raffray, 2023 ; Cornu 2021 ; Depeyrot *et al.* 2023). Les remises en cause adressées aux pratiques d'élevage sont liées à une accumulation de crises survenues à partir des années soixante-dix (économiques, sanitaires, climatiques). Cette accumulation de crises et d'incertitudes a participé à créer un climat de méfiance vis-à-vis des institutions et de l'avenir dans la société. Giddens et Beck parlent alors de société du « risque » pour décrire nos sociétés modernes qui se réfléchissent désormais à partir de cette notion de risque (2004). Les deux chercheurs évoquent une « modernisation réflexive » où la modernité devient un problème et se réfléchit comme un risque. Ils distinguent deux types de modernité : une première guidée par des valeurs de progrès et de technique et qui « irait de soi » ; une seconde qui est critique et incertaine sur elle-même et remet en cause le progrès et la science. La science, dans la société du risque, est questionnée et multiplie les incertitudes. Ce climat de doutes et d'incertitudes face à l'avenir est propice à une montée des controverses entourant les sciences et les techniques. Delanoue *et al.* ont montré que les remises en cause entourant l'élevage constituent en réalité des controverses en tant que débat qui mêle une incertitude et des stratégies divergentes d'acteurs qui cherchent à faire prévaloir leur vision du monde sur celle des autres (2018). Si les perceptions de ces controverses ont été étudiées du point de vue des citoyens, celles-ci n'ont pas été étudiées du point de vue de ceux qui pratiquent l'activité controversée : les éleveurs et les acteurs du monde de l'élevage. Dans ce contexte, le projet multi-acteurs Entr'ACTES (CASDAR 2023-2026), piloté par l'Institut de l'Elevage, propose d'analyser les effets de ces controverses sur les représentations et les pratiques des acteurs des filières d'élevage et sur leurs interactions avec le reste de la société.

La première partie de l'article présente le contexte dans lequel s'inscrit l'étude. La seconde partie expose la méthode mobilisée pour la mener à bien. La troisième partie expose les résultats de l'analyse thématique des points de vue des éleveurs sur les controverses ainsi que la typologie des profils des éleveurs.

1- Mise en contexte

1-1 L'émergence des controverses

La période d'après-guerre est marquée par une forte modernisation des systèmes agricoles dont l'élevage n'échappe pas. Celui-ci devient un objet de recherche technologique et scientifique (dont de nombreuses recherches en génétique et en alimentation animale) et l'objectif principal est d'augmenter la production de protéines animales en améliorant les performances des animaux d'élevage. L'animal de rente est alors considéré comme une machine et un outil de production. C'est durant cette période que des désaccords autour de l'impact des activités humaines et du traitement des animaux émergent et que les impacts de l'élevage commencent à être questionnés (Busca, 2010). Les dénonciations ont débuté en Angleterre en réponse à une industrialisation et une intensification des systèmes d'élevage. L'éthique abolitionniste avec Peter Singer revendique notamment l'abolition de l'exploitation animale et marque encore aujourd'hui les courants « animalistes ». En parallèle, un mouvement « welfariste » naît et prône l'amélioration des conditions d'élevage et non son arrêt complet. Les problèmes sanitaires (dont la vache folle) et environnementaux qui s'en sont suivis ont contribué à remettre en cause l'existence même de l'élevage ou au moins de l'élevage intensif (Van Tilbeurgh, 2017). En France, c'est surtout à partir des années 1990 que le modèle intensif de l'élevage est contesté principalement à cause des nuisances locales qu'il génère. On parle alors de conflits d'usage de ces espaces que Romdhani (2020) définit comme « l'affrontement de deux camps sur la primauté d'un usage, l'utilisation et la représentation d'un territoire ».

Aujourd'hui, l'élevage cristallise à la fois des conflits autour de l'usage des espaces ruraux et de la modernisation de l'agriculture que des débats autour du traitement des animaux et de son impact sur l'environnement. Ces conflits sont qualifiés de controverses autour de l'élevage (Delanoue *et al.*, 2018) en ce sens qu'ils engagent trois catégories d'acteurs : les deux acteurs en désaccord et le juge ou le public formé par le public des pairs (Lemieux, 2007). Dans le cas des conflits récents autour de l'élevage, les deux acteurs principaux seraient les associations de protection animale ou d'abolition de l'élevage et les filières qui impliquent tous deux la société et les politiques dans leurs débats pour les départager. Ces débats entraînent des modifications certaines dans l'ordre social dont la mise en place de dispositifs divers par les filières pour s'y adapter (démarche de certifications, mises en place de labels etc.). En parallèle de l'émergence de ces controverses, le monde agricole et la profession évoluent eux aussi.

1-2 Les transformations du métier

Selon Darré *et al.* (1989), c'est après la Seconde Guerre Mondiale que le métier d'agriculteur a commencé une mutation importante : l'agriculture est devenue de moins en moins une affaire rurale qu'une affaire d'une profession, d'un milieu social professionnel dans une société. La dispersion culturelle observée dans les campagnes et la professionnalisation ont eu tendance à isoler les agriculteurs et à former un groupe distinct : le groupe professionnel local. Darré (1999) établit un lien entre la morphologie des réseaux agricoles et la production cognitive de ces groupes : plus le réseau est ouvert, plus ses capacités d'initiative sont grandes. Ses recherches interrogent alors les conditions de dialogue et de coopération entre les agriculteurs et les autres acteurs.

Selon Nicourt (2005), le travail est le ressort essentiel de la construction de l'identité des sujets. Or les nombreuses critiques émises sur la profession peuvent fragiliser cette identité. De plus, la profession agricole est caractérisée par une articulation singulière entre la famille et l'entreprise mais aussi entre la profession et la citoyenneté (Leméry, 2003). Depuis plusieurs années, de nouvelles organisations minoritaires émergent contre le monopole du syndicalisme majoritaire. L'activité agricole n'est plus seulement régulée par la co-gestion entre les syndicats et l'Etat (Rémy, 2001). De plus, la diversification de la composition sociale des zones rurales implique que les agriculteurs doivent se confronter à de nouveaux groupes sociaux (Dubuisson Quellier et Giraud, 2010 ; Candau et Rémy, 2009). Le travail agricole implique désormais une population plus large que le groupe professionnel local de Darré de 1999 : il relie d'autres acteurs et surtout ceux du territoire de travail de l'éleveur qui influencent son travail et les pratiques (habitants, élus des communes, naturalistes etc.).

Selon Leméry (2003), le devenir de l'agriculture et de la profession dépend de ce que les agriculteurs feront des controverses qui les touchent. Chez les éleveurs, l'évocation des enjeux liés aux controverses peut provoquer des émotions différentes : indifférence, colère, tristesse et démotivation (Coty et al., 2017). Différentes réactions ont été observées dans le monde agricole pour se saisir des controverses : contre-mobilisation contre « l'agribashing » et les enjeux qui entourent les controverses, justification et communication sur ce qui existe déjà, mise en place de formes d'actions pour s'y adapter (création de filières, labels, changements de pratiques, de systèmes etc.). Ces diversités de réactions s'observent aussi bien à l'échelle des exploitations d'élevage que dans les structures agricoles. Pour communiquer sur ces controverses et y faire face, les professionnels mobilisent régulièrement la notion « d'attentes sociétales », qu'il convient de questionner.

1-3 Questionner la notion « d'attentes sociétales »

Les notions de « demande sociale », d'« acceptabilité sociale » ou encore plus récemment d'« attentes sociétales » sont des notions polysémiques qui sont régulièrement mobilisées par les acteurs du monde agricole et en particulier par les organismes de la profession agricole (syndicats et coopératives). Ces organismes ont fait et font encore office d'intermédiaires entre les producteurs et le reste de la société. Pour Purseigle, ils constituent l'un des instruments privilégiés par lequel les agriculteurs accèdent à « l'espace public » (2003).

Selon Emmanuel Raufflet (2014), la préoccupation fréquente des professionnels pour l'acceptabilité sociale de leur activité renvoie à trois évolutions récentes de nos sociétés : les transformations des attentes des populations rurales, notamment en ce qui concerne leur cadre de vie ; l'émergence d'une société multi-acteurs et favorisant une circulation rapide de l'information ; et les limites des approches des professionnels niant la nécessité de connaître les points de vue des autres acteurs locaux. Ces notions créent un déséquilibre entre les différentes parties prenantes – à priori ceux qui attendent et ceux qui offrent. Pour les économistes, elles reflètent des demandes qualitatives se traduisant dans le comportement d'achat des consommateurs. Selon Allaire, ces demandes renvoient à des valeurs collectives mais aussi à la conception d'un bien public (2006). La difficulté d'appréhender ces demandes est liée au fait qu'elles ne forment pas un ensemble de prescriptions symboliques, scientifiques et morales.

Pour autant, elles interrogent la façon dont les pratiques agricoles ont évolué en vase-clos de la société et en co-gestion entre les organismes professionnels et l'Etat. Larrère quant à lui évoque un malaise social partagé par tous vis-à-vis de l'élevage contemporain et de ses méfaits (2003). Selon lui, ces notions renvoient à des questions éthiques à se poser sur le sort des animaux et la responsabilité des éleveurs. La notion d'« attentes sociétales » ne permet pas de comprendre comment l'élevage est questionné et reconfiguré par des enjeux plus larges ni comment il peut se reconfigurer pour contribuer à l'effort collectif d'une société plurielle. Cette approche s'inscrit dans le court terme et ne permet pas de construire des relations de confiance sur le long terme, pourtant indispensables à la cohésion sociale locale et au soutien de l'élevage par la société (Delhoume et Caroux, 2015). Pour l'ensemble de ces raisons, cette notion n'est pas adaptée à la compréhension des débats autour de l'élevage.

Il apparaît alors nécessaire de mieux comprendre la façon dont les éleveurs eux-mêmes se relient aux autres, se représentent les controverses qui les touchent et construisent leur rôle au sein de la société dans ce contexte de transformations du monde de l'élevage.

2- Méthode

2-1 L'enquête qualitative pour recueillir les données

L'objectif principal de cette étude est de mieux comprendre ce que signifie être éleveur aujourd'hui et d'accéder à la diversité des manières de penser et d'agir des acteurs de l'élevage. Plus précisément, il s'agit de recueillir le sens que les éleveurs attribuent à leur métier dans un contexte de perturbations, mais aussi leurs satisfactions et leurs préoccupations à exercer ce métier. Finalement, l'objectif est aussi d'accéder aux représentations des éleveurs sur les différentes controverses qui touchent leur activité. Cette étude est une première étape dans la compréhension du sujet et a une vocation exploratoire, d'autres études plus approfondies prendront place par la suite.

Pour réaliser cette étude, il a été choisi de réaliser une enquête qualitative. Ce type d'enquête permet en effet de comprendre la diversité des manières de penser et d'agir des individus grâce au recueil de discours par des entretiens semi-directifs. L'objectif n'est pas ici de trouver la proportion d'individus qui ont adopté un type de comportement particulier (ce qui est le cas dans une enquête quantitative), mais de saisir l'étendue de la variabilité des comportements et logiques de pensée des individus. Dans le cas de recherches exploratoires comme la nôtre, l'entretien semi-directif est particulièrement bien adapté car il permet de recueillir des informations nombreuses et variées en laissant à la personne enquêtée la liberté d'organiser son discours comme elle le souhaite, en réponse à des questions ouvertes posées par l'enquêteur et organisées dans un guide d'entretien (Kaufmann, 1996).

Trois enquêtes qualitatives ont été réalisées en début de projet afin d'évaluer la place des controverses entourant l'élevage parmi les préoccupations des éleveurs (bovins, porcins, et avicoles), l'image qu'ils se font de leur métier, ainsi que leur perception du changement et leurs besoins en accompagnement. Au total, près de 50 entretiens semi-directifs ont été menés en 2023 auprès d'éleveurs et d'accompagnants en élevage (techniciens, conseillers) dans les

régions Bretagne, Pays-de-la-Loire et Centre.

Le plan d'échantillonnage des éleveurs a été construit pour explorer une grande diversité de profils. L'échantillon final est constitué comme suit :

Âge	De 23 à 59 ans
Genre	19 femmes et 24 hommes
Origine	7 non issus du milieu agricole
Filière	7 en bovins lait, 6 en bovins viande, 4 en porcs, 4 en volailles, 1 en caprins, 1 en ovins, 12 en élevage mixte
Signes de qualité	8 en Agriculture Biologique, 6 en démarche qualité (sans OGM, HVE, Label Rouge)

Les éleveurs enquêtés ont tous réalisé des changements sur leur exploitation, de différentes natures et ampleurs.

Les entretiens ont été intégralement retranscrits puis étudiés à l'aide d'une grille de dépouillement (tableur Excel). Deux types d'analyse des résultats ont ensuite été effectués : thématique en croisant les discours des enquêtés sur une même thématique (lecture de la grille en ligne, regroupement des verbatims et synthèse par thématique), et typologique en regroupant les discours en fonction des logiques de pensée et d'action des personnes (identification de facteurs de diversité et regroupement dans les profils).

3- Résultats

3-1 Etre éleveur.euse.s en 2023

Toutes filières confondues, le lien avec les animaux est l'élément qui ressort le plus des enquêtes comme source de satisfaction au travail : que ce soit le contact avec l'animal ou la réalisation de tâches particulières avec lui, il est source d'apaisement et de détente pour beaucoup d'éleveurs. Le lien à la nature est ressorti moins fortement mais a tout de même de l'importance, certains éleveurs ayant évoqué l'impact de leur métier sur le territoire et le paysage. La plupart d'entre eux insistent en outre sur le côté stimulant d'une production technique. La richesse et la technicité du métier (travail avec les animaux, travail mécanique, des cultures...) est d'ailleurs la deuxième source d'épanouissement évoquée par les éleveurs, toutes filières confondues. Les relations humaines sont aussi mentionnées comme des satisfactions, notamment pour ceux qui commercialisent en vente directe et disent apprécier le contact avec les clients. Certains éleveurs plus conventionnels expriment leur satisfaction de nourrir leurs concitoyens ou d'avoir une production de qualité, y compris en circuit long : « Moi, je suis content de pouvoir nourrir l'équivalent d'environ 20000 français par an avec notre élevage ». Enfin, le fait de gérer une exploitation en autonomie et d'avoir une liberté organisationnelle et décisionnelle revient comme une importante source d'épanouissement pour

les éleveurs. Plus particulièrement, la gestion d'entreprise est présentée comme un facteur d'épanouissement et de fierté par certains éleveurs.

Sans surprise, la charge et les conditions de travail ressortent dans notre enquête comme des difficultés majeures du métier. Les éleveurs enquêtés évoquent une charge mentale élevée, un équilibre entre la vie professionnelle et personnelle difficile à atteindre ainsi que le côté imprévisible et contraignant du travail avec du vivant. L'organisation du travail et le fait de se dégager du temps libre apparaissent comme des enjeux importants, notamment dans les choix de recourir à de la mécanisation pour alléger les tâches pénibles ou de déléguer les travaux de lavage : « Notre solution, c'est la mécanisation pour bah... se simplifier la vie ». S'ils en comprennent l'intérêt, tous les éleveurs jugent les tâches administratives de leur métier trop prenantes : jugées trop nombreuses et répétitives, les démarches administratives ajoutent une difficulté supplémentaire au métier : « C'est l'administratif qui nous bouffe la vie ».

Le niveau de rémunération, jugé insuffisant, apparaît comme une source d'inquiétude globalement partagée voire comme une source de démotivation. Les éleveurs interrogés semblent très préoccupés par l'équilibre financier de leur exploitation, dépendant aussi des conditions sanitaires pour certaines filières avicoles. Les éleveurs expriment des préoccupations sur l'avenir de l'agriculture.

Autres préoccupations des éleveurs quant à l'avenir de leur activité : le réchauffement climatique et les remises en cause entourant l'élevage, ainsi que la difficulté de transmettre l'exploitation. Les investissements des éleveurs interrogés sont orientés vers la production d'énergie (panneaux photovoltaïques) ainsi que vers l'amélioration ergonomique des bâtiments pour attirer la main d'œuvre. Certains s'interrogent sur le type d'élevage à promouvoir, avec des visions variées, comme favoriser des élevages plus simples à gérer ou prévoir de plus grandes structures favorisant les remplacements.

La notion « d'attentes sociétales » est évoquée spontanément par la plupart des éleveurs et provoque de vives émotions chez la grande majorité d'entre eux (toutes filières confondues) : agacement chez beaucoup, inquiétude pour certains, voire tristesse. Toutefois, passée cette émotion, ils finissent généralement par se dire à l'écoute de ces attentes voire à se trouver en accord avec certaines d'entre elles. La majorité des éleveurs estiment déjà répondre en grande partie aux remises en cause de l'élevage, notamment ceux qui sont labellisés ou en système avec un accès à l'extérieur. D'autres considèrent que par du « bon sens » et le respect de la réglementation, ils ont un système qui « coche des cases ». Pour d'autres encore, ces « attentes sociétales » ont un côté « plutôt vertueux » car elles leur permettent de continuer à évoluer en « se remettant en question ».

Certains éleveurs rencontrés considèrent que le monde agricole est méconnu de la société, ce qui leur donne l'impression que les consommateurs demandent des systèmes « arriérés » et avec des évolutions techniques perçues comme des régressions. La société leur apparaît perdue, exprimant des demandes qu'ils jugent changeantes, contradictoires et émises dans un contexte d'insatisfaction. Ils ressentent cette contradiction chez les consommateurs qui demandent plus de qualité sans toujours en payer le prix, ce qui suscite chez eux frustration et agacement. Les

éleveurs en vente directe ont constaté avec déception un retour des consommateurs vers les grandes surfaces depuis le contexte d'inflation. Pour une partie des éleveurs enquêtés, cette versatilité montre que, si ces enjeux sont importants, ils ne sont pas cruciaux pour l'avenir et incitent à la prudence : « En l'espace de deux ans, on est passés de : “Il faut du bio !”, à “Merci de nous nourrir !”, à “Il faut que ça ne soit pas cher !”. Donc voilà, je suis moins à l'écoute de tout ça parce que le consommateur, il est pluriel et surtout il est très changeant. Et moi les bâtiments, je les paie sur 15 ans ! ».

3-2 L'analyse typologique : diversité des représentations du métier d'éleveur

Les premiers résultats montrent une diversité de représentations du métier d'éleveur, des enjeux sociétaux et du changement par les acteurs agricoles interrogés. L'analyse thématique montre en premier lieu le climat d'incertitude et de pessimisme ambiant dans le secteur de l'élevage mais aussi les facilités et les difficultés traversées par les éleveurs dans ce contexte. L'analyse typologique permet quant à elle de caractériser la diversité des façons de penser et d'agir des éleveurs selon leur perception du changement d'une part (réfractaire ou proactif), et selon la manière dont ils se positionnent vis-à-vis du reste de la société (à l'écart ou pleinement citoyen) d'autre part. Les quatre profils d'éleveurs ainsi identifiés montrent en quoi les enjeux sociétaux ont du mal à être acceptés et partagés par certains éleveurs, ou à l'inverse sont largement intégrés et pris en compte par d'autres. Les éleveurs de toutes les productions se retrouvent dans chaque profil, mais la structure parfois très intégrée de certaines filières peut influencer la forme et l'ampleur des transformations mises en œuvre par les éleveurs.

Le croisement des discours des éleveurs rencontrés dessine quatre profils : les « Animaliers communicants », les « Commerçants contraints », les « Entrepreneurs flexibles » et les « Paysans-citoyens ». En positionnant les éleveurs de notre échantillon au sein de ces profils, nous avons été en mesure de décrire finement leurs caractéristiques, celles de leur ferme (telles qu'observées dans notre échantillon), leur perception du métier et ce qui lui donne du sens à leurs yeux, leur vision des controverses entourant l'élevage et enfin leur attitude vis-à-vis du changement et de l'accompagnement. Les facteurs sociaux de chaque profil tels que l'âge, les systèmes d'élevage et la durée de l'activité professionnelle sont donnés à titre d'indication. Une enquête quantitative est en cours auprès de 1000 éleveurs et éleveuses pour préciser ces données.

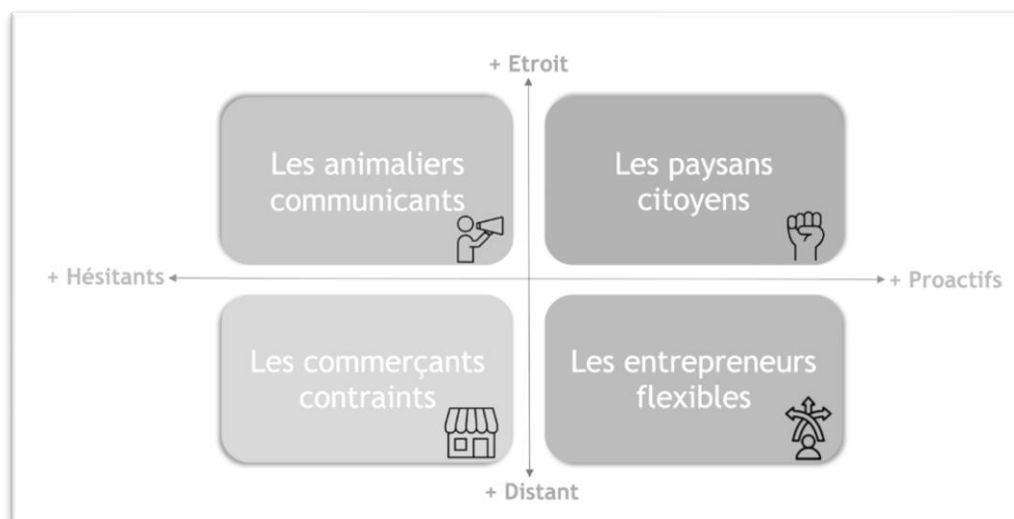


Figure 1 - Typologie des éleveurs en fonction de leur intégration dans la société et de leur attitude vis-à-vis du changement

A. Les Animaliers communicants

Les éleveurs de ce profil se sont installés il y a une dizaine d'années sur la ferme familiale. Leur système est plutôt conventionnel et en circuit de commercialisation long. Ils sont très investis dans la vie locale (bénévolat associatif, vie politique, loisirs, etc.), organisent des visites de leur ferme (pour les professionnels ou le grand public) et sont également impliqués dans des groupes d'éleveurs. Les personnes interrogées étaient en majorité des femmes de plus de 40 ans qui ne se sont pas forcément installées par choix.

Les éleveurs de ce groupe sont passionnés par le contact avec les animaux et la gestion de leur troupeau. D'ailleurs, pour eux, le « bon éleveur » est celui qui connaît ses animaux et passe du temps à les observer. Cette passion pour l'animal explique le fait qu'ils n'envisageraient pas de travailler dans une autre filière agricole que la leur : ce qui donne du sens à leur métier, c'est le travail qu'ils effectuent au quotidien avec leurs bêtes.

Ces éleveurs sont ceux de notre enquête qui se sont montrés les plus agacés et critiques des remises en cause concernant l'élevage, notamment celles concernant le BEA. Ils ne comprennent pas qu'on leur reproche de mal traiter leurs animaux alors que, pour eux, le métier d'éleveur est indissociable du soin apporté à leur troupeau. Pour eux, les controverses sur l'élevage sont orientées par des tiers (médias, industries, etc.). Ils regrettent cette image négative de l'agriculture véhiculée par les médias, et aimeraient que les citoyens prennent conscience de l'importance de leur métier. Ils souffrent d'un fort manque de reconnaissance de la part du reste de la société. Pour pallier cela, ils n'hésitent pas à communiquer sur leur métier (à l'échelle locale ou parfois sur les réseaux sociaux) pour montrer que l'élevage, y compris le système conventionnel, répond en grande partie aux attentes de la société.

Les éleveurs de ce groupe sont caractérisés par une adoption ancienne, sur leur ferme, de pratiques favorisant le bien-être animal : enrichissement des bâtiments, lumière naturelle, etc.

Ce sont en général des pratiques mises en place depuis longtemps, et qui n'ont pas été directement influencées par la demande de la société mais par leur fibre animalière, ou pour se mettre en conformité avec la réglementation ou un cahier des charges. Certains sont amenés à des réflexions sur des transformations plus globales du fonctionnement de l'exploitation (être labellisé, faire de la vente directe, etc.), mais ils se disent empêchés financièrement d'aller au bout de leur projet.

Ces éleveurs ont du mal à prendre des décisions seuls et attendent d'être guidés par leurs pairs ou leurs conseillers. Ce sont des personnes qui cherchent à améliorer les conditions d'élevage de leurs animaux mais qui ne vont probablement pas entreprendre des changements seuls.

B. Les Commerçants contraints

Les éleveurs de ce profil se sont installés sur la ferme familiale il y a longtemps (plus de 20 ans). Ils ont des systèmes diversifiés, conventionnels ou alternatifs, et valorisent leurs produits en circuit court ou en mixte circuit long/court. Ils ont pu être investis dans une vie associative locale ou agricole par le passé, mais ils ne le sont plus aujourd'hui, par manque de temps principalement. Ils présentent en effet une charge mentale et un temps de travail importants, qui leur pèsent. Certains d'entre eux, en fin de carrière, commencent à réfléchir à la transmission de leur exploitation.

La vente directe est ce qui donne du sens à leur métier car elle leur permet d'avoir un lien avec l'extérieur et les consommateurs. Cet atelier représente même « une bulle d'oxygène » dans un métier qu'ils qualifient de « prenant » et de « difficile ». Ils expriment en effet une envie de prendre du temps pour eux et leur famille, et de ne pas rester à la ferme en permanence. Souvent débordés, ils disent travailler principalement à améliorer leurs conditions de travail d'une part et à garantir une bonne qualité de leurs produits pour la vente directe d'autre part. Toutefois, bien que ce soit un poste très demandeur en temps de travail, ces éleveurs n'envisagent pas d'abandonner la vente directe, qui leur apporte satisfaction et reconnaissance dans leur métier grâce au contact avec les clients.

Les éleveurs de ce profil se disent conscients des demandes de la société, notamment vis-à-vis de l'environnement, mais estiment que les citoyens devraient être plus responsables en traduisant leurs convictions par leurs achats (c'est-à-dire en achetant les produits répondant à leurs attentes, même s'ils sont plus chers).

Ce groupe est caractérisé par l'adoption très ponctuelle de pratiques peu contraignantes (même si des transformations plus importantes, comme des conversions à l'agriculture biologique, ont pu avoir lieu par le passé). Ils considèrent avoir un système qui répond aux demandes de la société mais peuvent tout de même être amenés à se questionner voire faire quelques modifications dans leurs pratiques. Leurs motivations aux changements sont davantage liées à leur volonté d'améliorer leurs conditions de travail et de diminuer leur charge mentale, qu'aux attentes sociétales.

Ces éleveurs sont généralement peu accompagnés, que ce soit en individuel ou en collectif. Ils

ont mobilisé une forme d'accompagnement lors de changements passés, mais actuellement ils fonctionnent plutôt en routine et de manière isolée.

C. Les Entrepreneurs flexibles

Ces éleveurs, dont certains ne sont pas issus du milieu agricole, sont installés depuis une dizaine d'années ou moins. Ils sont très investis dans les réseaux agricoles (associations, bureaux, CUMA, groupes d'échange de pratiques, coopératives, etc.). Leurs fermes sont plutôt en système conventionnel, en Label Rouge ou sous cahier des charges privé. Ils commercialisent le plus souvent leur production en circuit long. Ce sont des personnes qui disent travailler énormément mais, contrairement au groupe des Commerçants contraints, ils ne souffrent pas de cette charge de travail.

Ces éleveurs sont passionnés par l'aspect technique de leur métier. Ils sont dans une recherche permanente d'amélioration de leur performance. Ils apprécient la polyvalence du métier d'éleveur et tirent une grande fierté de gérer eux-mêmes « une entreprise » qui fonctionne bien.

Ils se disent à l'écoute des demandes des consommateurs car elles représentent pour eux des opportunités de marché à saisir. Ils sont particulièrement sensibles aux questions environnementales et, pour eux, le BEA est déjà présent sur leur ferme. Ils aiment communiquer sur leur métier, mais principalement à destination de leurs collègues éleveurs, à travers les réseaux sociaux ou par des visites de fermes, pour montrer que d'autres manières de travailler et de produire sont possibles, et rentables.

Ce groupe est caractérisé par l'expérimentation : ce sont des éleveurs qui testent de nombreuses pratiques différentes. Ils n'hésitent pas à revenir en arrière si ces changements ne leur semblent pas optimaux. Ils qualifient leur exploitation d'« outil », qu'ils doivent adapter au monde de demain : certains d'entre eux se disent prêts à changer de label, voire de type de production si le marché penche dans ce sens.

Ce sont des éleveurs qui ont une volonté forte d'avoir une autonomie décisionnelle sur leur ferme pour rester maître de leurs choix. Ils sont en recherche perpétuelle d'amélioration de leurs performances et, pour cela, ils n'hésitent pas à mobiliser toutes les ressources qui sont à leur disposition (formations, groupes, autoformation, etc.).

D. Les Paysans-citoyens

Les éleveurs de ce groupe sont souvent de jeunes installés (moins de 5 ans d'activité) qui ont eu quelques années d'expérience professionnelle avant leur installation. La majorité des personnes non issues du milieu agricole de notre échantillon se trouve dans ce groupe. Ces éleveurs sont souvent en système alternatif et en circuit de commercialisation court. Ils sont engagés dans de multiples activités et souvent dans des bureaux à l'échelle locale (école des enfants, loisirs, bénévolat, etc.) ou du monde agricole (Organisation Professionnelle Agricole, etc.). Dans leurs objectifs de travail, ils accordent une place centrale à la qualité de vie et à l'équilibre vie professionnelle/vie personnelle.

Ce sont des éleveurs-citoyens qui se sentent responsables de leur territoire et de son dynamisme. Ils perçoivent ce métier comme un mode de vie avant tout, avec une fonction sociale et environnementale. Ils se sont installés parce qu'ils sont passionnés par les animaux et la nature, et aiment la possibilité d'entretenir le paysage, de « laisser une trace ». Le travail en symbiose avec la nature et les animaux et le retour des clients (pour ceux en vente directe) sont leurs principales satisfactions.

Ces éleveurs disent comprendre les inquiétudes de la société concernant l'élevage, et les trouvent légitimes. Selon eux, leurs systèmes d'élevage ne sont pas les plus visés et touchés par les controverses. Ils aiment partager leur métier à travers des visites de leur exploitation.

Les personnes de ce groupe ont pour objectif de développer des systèmes complètement différents de l'agriculture conventionnelle. Dans une démarche de marche en avant, ils ont goût à penser pour demain, innover, aller au-delà du cahier des charges sans toujours avoir la certitude d'un retour économique (plus-value, etc.). Leurs motivations au changement sont avant tout personnelles, en accord avec leurs convictions, donc ils n'envisagent pas de retour en arrière lorsqu'ils ont effectué un changement (au contraire des Entrepreneurs flexibles).

Ces éleveurs sont très partisans du conseil individuel et sont souvent très proches de leurs accompagnants. Ils accordent une plus grande importance au facteur humain de l'accompagnement qu'à la méthode d'accompagnement en elle-même. Elles opèrent facilement des changements en étant accompagnées. Pour autant, elles ont également pu réaliser des changements seules par le passé et déplorent un manque d'accompagnement dans des situations très atypiques ou originales, faute de références techniques.

CONCLUSION

Tous les éleveurs rencontrés apparaissent conscients des enjeux sociétaux qui entourent les controverses autour de l'élevage, notamment en ce qui concerne l'environnement et le bien-être animal. Néanmoins, ils ont des réactions nuancées suite à l'évocation de ces enjeux : allant d'un agacement plus ou moins marqué et sclérosant, à une volonté de se transformer pour répondre à ces opportunités. La typologie a mis en avant différentes manières de percevoir ces controverses, de penser le changement mais aussi de s'insérer dans la société comme citoyen ou professionnel, chez les éleveurs. Toutefois, on note quelques tendances générales partagées par tous, quels que soit les profils.

Il apparaît tout d'abord que le type d'animal élevé influence peu les manières de percevoir les controverses. En effet, on retrouve toutes les productions (ruminants ou monogastriques) dans chaque profil. En revanche, le caractère intégré ou non de la filière a tendance à influencer les rapports au changement : les éleveurs en filière très intégrée, comme on peut en trouver en filière de monogastriques, ont souvent déclaré, dans notre enquête, être dans l'attente de directives de leur coopérative ou de leur organisation concernant les transformations à mettre en œuvre sur leur ferme. Certains ont plutôt tendance à regretter cette situation, se sentant

freinés dans leur capacité à faire évoluer leur exploitation, quand d'autres au contraire mettent en avant le fait que cette organisation limite la prise de risque en leur assurant des revenus et des débouchés fixes lorsque des démarches de changement collectives sont engagées.

Plus largement, on note un sentiment partagé d'inquiétude vis-à-vis de l'avenir chez les éleveurs rencontrés. Cette inquiétude concerne à la fois l'avenir de l'exploitation en tant que telle (sa viabilité économique, sa résilience, sa vivabilité en termes de travail, etc.) et plus globalement l'avenir de l'élevage voire de l'agriculture française (compétitivité face à la concurrence étrangère, choix de systèmes, manque de main d'œuvre, etc.). Cette inquiétude est plus ou moins grande chez les éleveurs rencontrés, mais elle est généralisée et entraîne chez certains de la tristesse voire de l'anxiété.

Cette étude questionne plus largement l'accompagnement au changement en élevage. Du fait de la spécificité de certaines filières, les éleveurs ont plus ou moins de liberté dans le choix de transformations possibles. Plus précisément, pour réussir à lancer des dynamiques de changement dans des filières intégrées, il convient de repenser l'échelle d'action de l'accompagnement au changement en essayant de toucher les hauts maillons décisionnaires au sein des filières (coopératives, OP ou entreprises).

Cette étude va être suivie, dans les mois à venir, d'une enquête qualitative approfondie auprès d'éleveurs ayant mis en place des changements de pratiques sur leurs fermes.

Bibliographie

- Beck U., (2003). La société du risque, Sur la voie d'une autre modernité, Paris, Champs Flammarion
- Bernard, C., Duvernoy, I., Dufour, A., & Albaladejo, C. (2006). Les relations sociales des agriculteurs périurbains: quelles articulations au territoire?. *Cahiers Agricultures*, 15(6), 529-534.
- Busca, D., (2010). L'action publique agri-environnementale, La mise en œuvre négociée des dispositifs, Paris, L'Harmattan
- Champy, F., & Israël, L. (2009). Professions et engagement public. *Sociétés contemporaines*, (01), 7-19.
- Cornu, P. (2021). L'élevage entre rationalisation et patrimonialisation de la nature. *Question animale, biosciences et politiques publiques en France de 1945 à nos jours. Clio@ Themis. Revue électronique d'histoire du droit*, (20).
- Coty, M., Poisson, A., Laurin, M., Roguet, C., Grannec, M. L., & Neumeister, D. (2017). Perception et prise en compte par les éleveurs du regard de la société sur l'élevage. *Journ. Rech. Porcine*, 49, 321-322.
- Daniel, F. J. (2011). Environnement et contre-mobilisation agricole aux Pays-Bas. *Études rurales*, 203-216.
- Darré, J. P. (1999). La production de connaissance pour l'action. Arguments contre le racisme de l'intelligence. Ed de la Maison des Sciences de l'homme, Paris.
- Dedieu, B., Cournot, S., & Madelrieux, S. (2010). Transformations des systèmes d'élevage et du travail des éleveurs. *Cahiers agricultures*, 19(5), 312-315.
- Delanoue E. *et al.*, (2018). *INRAE Prod. Anim.*, 31, 51-68.
- Delhoume, C., & Caroux, D. (2015). Quel rôle des agriculteurs dans la transition énergétique? Acceptation sociale et controverses émergentes à partir de l'exemple d'une chaufferie collective de biomasse en Picardie. *VertigO-la revue électronique en sciences de l'environnement*, 14(3).

- Depeyrot, J. N., Parmentier, M., & Perrot, C. (2023). Élevage de ruminants: vers une pénurie de main-d'œuvre?. *INRAE Productions Animales*, 36(1), 18-p.
- Kaufmann J.-C., (1996). *L'entretien compréhensif*. Paris, Nathan, 128 .
- Lémery, B. (2003). Les agriculteurs dans la fabrique d'une nouvelle agriculture. *Sociologie du travail*, 45(1), 9-25.
- Lemieux, C. (2007). À quoi sert l'analyse des controverses?. *Mil neuf cent*, (1), 191-212.
- Nicourt, C., & de Gasparo, S. (2005). Critique du travail et fragilisation de l'identité de l'éleveur. *JRP*, 37, 391.
- Pouch, T., & Raffray, M. (2023). Considérations sur la crise et le devenir de l'élevage en France. *Paysans & Société*, (6), 48-55.
- Raufflet, E. (2014). De l'acceptabilité sociale au développement local résilient. *VertigO-la revue électronique en sciences de l'environnement*, 14(2).
- Romdhani, A. (2020). Les conflits d'usage au cœur de l'élevage breton: sociologie des émotions dans l'action collective (Doctoral dissertation, Université Rennes 2).
- Van Tilbeurgh, V. (2017). Enjeux sociétaux et adaptation des filières aux controverses sur l'élevage. In *Douzièmes Journées de la Recherche Avicole et Palmipèdes à Foie Gras*, Tours, 05 et 06 avril 2017).
- Rémy, J. (2001). La co-institution des contrats territoriaux d'exploitation. *Sciences Eaux & Territoires*, (Spécial Ingénieries-EAT-13), 45-54.
- Dubuisson-Quellier, S., & Giraud, C. (2010). Chapitre 4/Les agriculteurs entre clôtures et passerelles. In *Les mondes agricoles en politique* (pp. 111-130). Presses de Sciences Po.
- Candau, J., & Rémy, J. (2009). Sociabilités rurales: les agriculteurs et les autres. *Études rurales*, (1), 83-100.
- Purseigle, F. (2003). L'engagement des jeunes agriculteurs dans les organisations professionnelles agricoles. Contribution à l'étude des processus d'entrée dans l'action collective. Thèse de doctorat de sociologie rurale. *Ruralia. Sciences sociales et mondes ruraux contemporains*.
- Allaire, G. (2006). Conventions professionnelles et régimes de responsabilité. *L'économie des conventions, méthodes et résultats*, 279-293.
- Larrère, R. (2003). L'élevage contemporain en question: demande sociale, préférences des consommateurs ou interrogations citoyennes ?. *INRAE Productions Animales*, 16(5), 329-332.